

Les faillites ne sont pas le seul problème qui découle de taux d'intérêt élevés. De nombreux agriculteurs sont tenus de travailler à plein temps à l'extérieur tout en continuant à exploiter leurs terres pour être en mesure de faire leurs paiements hypothécaires. Très souvent, des membres de la famille utilisent les machines agricoles même s'ils sont trop jeunes pour le faire. Toutefois, étant donné leur engagement dans le domaine agricole, c'est leur seul moyen de survivre et peut-être de faire face aux échéances aussi bien pour leur hypothèque que pour leurs autres dépenses.

● (1550)

Même s'ils ne sont pas menacés dans un avenir immédiat de faillite ou de saisie par la banque, de nombreux agriculteurs doivent, à cause des taux d'intérêt élevés sur les prêts à court terme et à long terme essuyer des pertes ou renoncer à un juste rendement. Même s'ils ne faisaient ni pertes ni profits, nombre d'entre eux seraient satisfaits à l'heure actuelle mais, en raison de la situation économique en général, la valeur de leur avoir diminue tandis que leur pertes augmentent. Toutefois, les producteurs de denrées sont en général incapables de répercuter dans leurs prix les frais d'intérêt plus élevés et ils ne peuvent donc guère s'adapter aux taux d'intérêt croissants.

L'agriculture est un élément très important de notre économie nationale. Pour qu'elle soit rentable, nous avons besoin d'une économie nationale solide qui nous permettra de réduire les taux d'intérêt. La baisse du loyer de l'argent non seulement aidera les agriculteurs, mais elle soulèvera aussi tous les producteurs et consommateurs canadiens.

Un fait qu'on oublie trop souvent est que l'agriculture n'est pas isolée du reste de l'économie. L'aide accordée aux agriculteurs, compte tenu du fait qu'ils sont incapables d'observer la majoration des taux d'intérêt, sera avantageuse pour tous les Canadiens. La baisse des taux d'intérêt consentis aux agriculteurs et, de fait, à tous les Canadiens aidera les petites entreprises, les petites localités, les consommateurs en général de mêmes que les villages et les villes. Les centaines d'entreprises qui fabriquent des machines aratoires, des produits chimiques et de nombreux autres produits destinés à des fins agricoles en profiteraient si un nombre plus élevé d'agriculteurs pouvaient conserver leur entreprise ou lancer une nouvelle exploitation. De nombreux agriculteurs aimeraient simplement obtenir l'assurance qu'ils réussiraient à conserver leurs biens. Les agriculteurs qui songent à se retirer ont du mal à trouver des acheteurs. Les petites localités qui soutiennent le secteur agricole en écoulant les biens de consommation seraient plus prospères si l'agriculture l'était.

Je veux vous faire comprendre que les agriculteurs ne sont pas simplement des producteurs. Ils sont également des consommateurs très importants. Ils achètent des produits, et ce sont souvent des machines agricoles très coûteuses. Ils achètent des vêtements et des aliments qu'ils ne produisent pas, du combustible, des voitures et ainsi de suite. Si un secteur aussi important que celui de l'agriculture devient incapable d'acheter les biens de consommation dont il a besoin, la chose aura une énorme répercussion dans tous les autres secteurs de l'économie. Cette tendance continuera de faire souffrir les petites localités qui ne cessent de se vider.

Si le secteur agricole est en perte de vitesse, nos exportations s'en ressentiront également beaucoup. A l'heure actuelle, l'agriculture représente, à peu près 40 p. 100 de l'économie

Les subsides

canadienne et produit 10 p. 100 de nos exportations. Nous devrions pouvoir améliorer nos exportations. Nous avons les moyens d'accroître notre production, ce qui nous rendrait encore plus concurrentiels à l'étranger, mais, pour ce faire, l'économie doit être forte. Nos agriculteurs ont tenté de mieux répondre à la demande alimentaire mondiale. Ils se sont efforcés d'accroître leur production tout en restant compétitifs. Cependant, la rentabilité de leur exploitation est menacée, car nous ne prêtons pas assez attention au fait qu'ils ne peuvent pas produire indéfiniment de quoi nourrir le Canada et le monde entier si les rendements sont trop modestes ou s'ils doivent dans certains cas subir des pertes.

Le gouvernement favorise la prospection de nouveaux marchés partout dans le monde, même en Extrême-Orient ou ailleurs. Il souligne la nécessité d'augmenter nos exportations agricoles, mais ce faisant, il ne semble pas se rendre compte ni se soucier du fait que, pour accroître leurs exportations, nos agriculteurs doivent être solvables et être en mesure de produire à des prix compétitifs. Si les prix de revient de nos produits sont plus élevés que ceux de la Communauté économique européenne par exemple, la concurrence est impossible. Puisque les taux d'intérêt représentent des frais de production importants pour nos agriculteurs, toute augmentation des taux réduira les avantages comparatifs dont ils peuvent déjà bénéficier.

D'une façon générale, nos récents efforts commerciaux ont été décevants. En 1968, le Canada exportait plus que le Japon. Aujourd'hui, les exportations du Japon représentent deux fois celles du Canada. Nous sommes passés du quatrième au huitième rang mondial et notre chute continue. Par le fait même, nous perdons des emplois et notre prospérité décline.

Si nos exportations agricoles ne peuvent être les seules à retenir l'attention du gouvernement, il ne faudra pas oublier leur importance dans la balance commerciale. Les exportations agricoles, surtout le grain des Prairies, sont une des grandes assises de notre économie. On ne peut laisser ce secteur à l'abandon comme on le fait depuis quelques années. Ce ne sont pas uniquement les agriculteurs qui seront touchés par les taux d'intérêt et l'état général de l'économie. Notre balance commerciale en souffrira, et tous les Canadiens devront en subir les conséquences.

J'invite donc le gouvernement à examiner sérieusement dans quelle mesure sa politique de taux d'intérêt élevés touche tout le monde et pas seulement les citoyens. L'agriculture représente l'une de nos richesses naturelles les plus précieuses. En période de récession économique, elle doit être assurée de l'appui de tous les Canadiens. Le gouvernement du Canada, qui représente les Canadiens, abandonne à son sort le secteur agricole. Ce faisant, il abandonne à leur sort tous les Canadiens qui, j'en suis certain, savent qu'il est essentiel de posséder une agriculture prospère.

Je voudrais maintenant aborder de façon détaillée l'approche gouvernementale face aux problèmes qui touchent plus particulièrement les agriculteurs. Récemment, la Société du crédit agricole a augmenté les taux d'intérêt sur les prêts qu'elle accorde aux agriculteurs; le taux uniforme de 13 p. 100 a été porté à 14 p. 100 pour un prêt de cinq ans et peut atteindre 15 p. 100 pour un prêt de 20 ans. J'ai beaucoup de sympathie pour les agents locaux de la Société qui doivent discuter